



Déclaration CTSD 33 du 06 septembre 2022

Madame la Directrice Académique,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

L'Unsa Education de la Gironde souhaite tout d'abord une bonne rentrée scolaire à l'ensemble des personnels œuvrant pour la qualité du service public d'Education Nationale.

La rentrée scolaire 2022 s'opère certes dans un contexte sanitaire plus apaisé que les deux précédentes, mais pour l'Unsa-Education, elle est surtout marquée par l'accélération et la révélation au grand public de la vulnérabilité de notre service public d'éducation. La crise du recrutement est là, et des postes non-pourvus se retrouvent à tous les niveaux. À cela s'ajoutent des démissions qui augmentent d'année en année chez les personnels en place. L'Unsa Education est de plus en plus souvent contactée par des collègues désireux de quitter l'Education Nationale... parfois, avant même d'y avoir mis les deux pieds. Les appels de collègues souhaitant obtenir des informations sur la démission, la réorientation professionnelle, la rupture conventionnelle sont de plus en plus nombreux. C'est un signal inquiétant.

L'UNSA Éducation est préoccupée des conditions dans lesquelles s'effectue cette rentrée sans mettre en doute la mobilisation de l'institution, cette année encore, pour réussir à avoir un personnel devant tous les élèves le jour de la rentrée, notamment parce que l'enjeu politique est très important. Mais le recrutement en masse de contractuels qui se développe depuis ces dernières années, y compris en Gironde, département pourtant attractif, ne devrait être qu'une solution d'urgence. Si l'objectif est tenu pour le jour de la rentrée, cela ne suffira pas à faire face à la totalité de l'année scolaire dès que les premiers congés maladie ou maternité arriveront. Cela ne peut pas constituer le mode de recrutement pérenne pour un service public aux missions aussi complexes et essentielles. Enseigner est un métier, qui demande une vraie formation. C'est pourquoi l'Unsa Education continue de demander le recrutement immédiat des candidats encore sur listes complémentaires des concours du premier degré afin d'abonder le nombre de personnels disponibles.

La situation de cette rentrée n'est pas conjoncturelle, elle s'inscrit dans un mouvement de fragilisation entamé depuis plusieurs années à coups de politiques éducatives sourdes et

aveugles à la complexité des missions et aux besoins de soutien. Les enjeux démocratiques, sociaux, économiques et environnementaux sont colossaux pour notre Nation. Ils méritent un travail de fond pour fédérer la Nation autour de son école.

Ce CTSD doit acter les derniers ajustements de rentrée dans le 1er degré avec des moyens réduits à peau de chagrin alors que les documents transmis hier mettent en évidence une dizaine d'écoles affichant des effectifs moyens à plus de 27. L'Unsa Education soutient l'engagement de la DSDEN de Gironde de ne pas fermer de classe à la rentrée. Le gouvernement doit donc allouer en urgence des moyens complémentaires pour permettre des taux d'encadrement permettant des conditions d'enseignement plus favorables.

Autre point que nous souhaitons aborder, l'école inclusive. La réalité du terrain montre que les moyens ne sont pas suffisants. Il faut arrêter la politique d'affichage de chiffres au profit d'une politique au plus près des besoins. Il manque des AESH dans plusieurs PIALs, les nombres d'heures sont insuffisants et la mutualisation ne doit pas être le pansement au manque de personnels. Cette année encore, les notifications MDPH sont peu ou pas suffisamment couvertes pour répondre aux besoins réels de chaque élève, faisant apparaître des tensions au sein des équipes et des classes. Les établissements supports peinent à trouver des coordonnateurs, faute de décharges de temps. Une indemnité ne suffit pas à combler la charge de travail qui se fait sentir déjà en cette rentrée. Un coordonnateur ne peut enchaîner après ses missions, celles afférentes à la gestion de ce dispositif sur son temps libre. Tout comme pour les professeurs principaux dans le 2nd degré, ces missions pour qu'elles revêtent une dimension qualitative doivent pouvoir s'exercer dans un cadre horaire et des conditions satisfaisantes.

Nous vous remercions de votre attention.

Les élus UNSA Education
Sabine Rocher
Cédrine Sancier
Christophe Floréan
Lucie Saramito